



Développement
économique Canada
pour les régions du Québec

Canada Economic
Development
for Quebec Regions

Canada

Développement économique Canada

pour les régions du Québec

Près des **entreprises**,
Près des **régions**.

ÉTATS FINANCIERS AU 31
MARS 2025

(NON AUDITÉS)

Publié par

Agence de développement économique du
Canada pour les régions du Québec
Montréal, (Québec) H3B 2T9
www.dec-ced.gc.ca

©Sa majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre du
Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement
économique du Canada pour les régions du Québec, 2025

Catalogue : lu90-1/18F-PDF

ISSN : 2564-3517

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2025 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels de DEC concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant à une évaluation annuelle fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

DEC fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Les états financiers de Développement économique Canada pour les régions du Québec n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Sony Perron, Président,
Montréal, Canada

Maxime Garon, Dirigeant principal
des finances

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière (*non audité*) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2025	2024
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	23 952	82 814
Indemnités de vacances et congés compensatoires	2 869	3 427
Avantages sociaux futurs (note 5)	812	878
Total des passifs bruts	27 633	87 119
Passifs détenus pour le compte du gouvernement		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	(8 468)	(20 700)
Total des passifs détenus pour le compte du gouvernement	(8 468)	(20 700)
Total des passifs nets	19 165	66 419
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	15 401	61 984
Débiteurs et avances (note 6)	5 893	3 699
Prêts (note 7)	640 692	663 786
Total des actifs financiers bruts	661 986	729 469
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(5 780)	(3 568)
Prêts (note 7)	(640 692)	(663 786)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(646 472)	(667 354)
Total des actifs financiers nets	15 514	62 114
Dette nette ministérielle	3 651	4 305
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	155	358
Immobilisations corporelles (note 8)	1 094	1 646
Total des actifs non financiers	1 249	2 004
Situation financière nette ministérielle	(2 402)	(2 301)

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels et actifs éventuels (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Sony Perron, Président, Montréal,
Canada

Maxime Garon, Dirigeant principal des
finances

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2025	2025	2024
	Résultats prévus	Réel	Réel
Charges			
Développer l'économie du Québec	198 647	173 959	372 372
Services internes	26 215	57 429	30 413
Charges engagées pour le compte du gouvernement	585	(17 865)	(27 362)
Total des charges	225 447	213 523	375 423
Revenus			
Revenus d'intérêts	1 733	1 273	216
Revenus divers	177	8	8
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	(1 910)	(1 281)	(224)
Total des revenus	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	225 447	213 523	375 423
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		252 885	338 485
Variations des montants à recevoir du Trésor		(46 582)	29 446
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)		7 119	7 065
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		101	427
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice		(2 301)	(1 874)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice		(2 402)	(2301)

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2025	2024
	Réel	Réel
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	101	427
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	61	92
Amortissement des immobilisations corporelles	(602)	(623)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(10)	0
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(551)	(531)
Variation due aux charges payées d'avance	(204)	(22)
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(654)	(126)
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	4 305	4 431
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	3 651	4 305

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des flux de trésorerie (*non audité*) pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2025	2024
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	213 523	375 422
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(602)	(623)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)	(7 119)	(7065)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(18)	(237)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(204)	(22)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	46 630	(29 218)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	558	(45)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	66	180
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	252 834	338 392
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	61	92
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(10)	0
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	51	92
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	252 885	338 484

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs. DEC exerce son mandat selon les dispositions de la *Loi constituant l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*, entrée en vigueur le 5 octobre 2005. De plus, DEC s'engage à favoriser la coopération et la complémentarité avec le Québec et les collectivités du Québec.

DEC favorise le démarrage et la performance des entreprises. Il les aide à devenir plus innovantes, productives et concurrentielles. Il appuie les efforts de mobilisation du milieu au sein des différentes régions du Québec et l'attraction des investissements destinés à accroître la prospérité de l'économie québécoise et canadienne. DEC contribue au dynamisme économique de l'ensemble des régions du Québec en misant sur leurs avantages compétitifs régionaux.

Pour atteindre ce résultat stratégique, DEC dispose d'une responsabilité essentielle et de services internes :

- **Développer l'économie du Québec** : Cette responsabilité essentielle vise à soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive. DEC aide aussi les petites et moyennes entreprises (PME) à croître par le commerce et l'innovation. Il permet également de bâtir sur les forces concurrentielles régionales.
- **Services internes** : Les *Services internes* sont des groupes d'activités et de ressources connexes gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ils comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

- a) **Autorisations parlementaires**
DEC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2024-2025. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2024-2025.
- b) **Encaisse nette fournie par le gouvernement**
DEC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par DEC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- c) **Le montant à recevoir du Trésor**
Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.
- d) **Revenus**
Les revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'événement qui a donné lieu à ces revenus, sauf pour l'item énoncé ci-après. Les prêts ne sont pas porteurs d'intérêts et en raison de l'incertitude au sujet du recouvrement ultime, les revenus d'intérêts correspondent seulement aux frais imposés sur les montants en souffrance lorsqu'ils sont remboursés. Les autres revenus correspondent aux autres frais et gains sur disposition d'immobilisations et d'actifs. Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

- e) Charges
Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi. Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.
- f) Avantages sociaux futurs
- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de DEC découlant du régime. La responsabilité de DEC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
 - ii. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.
- g) Les débiteurs et les prêts
Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût. DEC n'actualise pas la valeur de ceux-ci puisqu'ils ne sont pas assortis de conditions avantageuses suffisamment importantes. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.
- h) Actifs non-financiers
Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.
- i) Passifs éventuels
Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

- j) **Actifs éventuels**
Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.
- k) **Incertitude relative à la mesure**
La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, le passif éventuel, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les récupérations estimatives pour les actifs éventuels. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.
- l) **Opérations entre apparentés**
Les opérations entre apparentés, autre que les opérations inter entités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.
- Les opérations inter entités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations inter entités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :
- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
 - ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

DEC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	213 523	375 422
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(7 119)	(7 065)
Amortissement des immobilisations corporelles	(602)	(623)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	558	(45)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	66	180
Remboursement des contributions et des dépenses des exercices précédents	204	4 813
Autres	14 077	3 544
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	7 184	804

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :

Acquisition d'immobilisations corporelles	61	92
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(203)	(22)
Nouveaux prêts (note 7)	117 080	187 816
Autres	<u>(15)</u>	<u>(929)</u>
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	<u>116 923</u>	<u>186 957</u>
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	<u>337 630</u>	<u>563 183</u>

b) Autorisations fournies et utilisées

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	50 334	51 126
Crédit 5 - Subventions et contributions	284 428	534 745
Montants législatifs	6 068	6 232
	340 830	592 103
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	0	0
Périmés : Fonctionnement et Subventions et contributions	<u>(3 200)</u>	<u>(28 920)</u>
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	<u>337 630</u>	<u>563 183</u>

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de DEC :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs – autres ministères et organismes	761	716
Créditeurs – parties externes	6 130	4 496
Total des crédoiteurs	6 891	5 212
Charges à payer	17 061	77 602
Total des crédoiteurs et charges à payer	23 952	82 814
Créditeurs détenus pour le compte du gouvernement	(8 468)	(20 700)
Créditeurs et charges à payer nets	15 484	62 114

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de DEC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéfices sont intégrés aux bénéfices du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que DEC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2024-2025 s'élèvent à 3 883 milliers de dollars (3 669 milliers de dollars en 2023-2024). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,02 fois pour 2023-2024) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2023-2024) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employées étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Toutefois, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2025, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées - début de l'exercice	878	1 058
Charge pour l'exercice	3	(76)
Prestations versées pendant l'exercice	(69)	(104)
Obligation au titre des prestations constituées - fin de l'exercice	812	878

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de DEC :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	83	130
Débiteurs - parties externes	19 369	11 368
Avances aux employés	31	1
Sous-total	19 483	11 499
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(13 589)	(7 800)
Débiteurs bruts	5 894	3 699
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(5 780)	(3 568)
Débiteurs nets	114	131

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des débiteurs de parties externes et des provisions pour moins-value associées utilisées pour refléter leur valeur recouvrable nette.

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs de parties externes		
Non en souffrance	438	364
Nombre de jours de retard		
1 à 30	232	102
31 à 60	405	140
61 à 90	295	89
91 à 365	6 912	1 618
Plus de 365	11 087	9 055
Total partiel	19 369	11 368
Moins : Provision pour moins-value	(13 589)	(7 800)
Total	5 780	3 568

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables avec conditions se sont élevées à 4 106 milliers de dollars au cours de l'exercice 2024-2025 (5 417 milliers de dollars en 2023-2024). Il n'y a pas eu de radiation au cours de l'exercice 2024-2025 pour ces comptes jugés non récupérables. DEC a radié une somme de 9 409 milliers de dollars au cours de l'exercice 2023-2024.

7. Prêts

Les prêts (contributions remboursables sans conditions) sont des paiements de transfert versés à des bénéficiaires admissibles pour la réalisation d'un projet. L'entente de contribution fait état de modalités de remboursement strictes qui déterminent la date et le montant des versements. Généralement, l'échéancier de remboursement ne dépasse pas cinq ans, débutant au plus tard 24 à 48 mois après la date de fin du projet. L'intégralité des prêts est détenue pour le compte du gouvernement puisque le président n'a pas l'autorité concernant leur disposition.

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts (contributions remboursables inconditionnelles) de DEC :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Contributions remboursables au début de l'exercice	859 531	804 743
Nouvelles contributions versées	117 080	187 816
Remboursements reçus et autres crédits	(128 099)	(133 028)
Sous-total : Contributions remboursables à la fin de l'exercice	848 512	859 531
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(207 820)	(195 745)
Total des prêts	640 692	663 786

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables sans conditions se sont élevées à 128 099 milliers de dollars au cours de l'exercice 2024-2025 (133 028 milliers de dollars en 2023-2024). Il n'y a pas eu de radiation au cours de l'exercice 2024-2025 pour ces comptes jugés non récupérables. DEC a radié une somme de 9 409 milliers de dollars au cours de l'exercice 2023-2024.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Le tableau suivant présente une analyse chronologique prêts en souffrance ou dépréciés et les provisions pour moins-value associées utilisées pour refléter leur valeur recouvrable nette :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Prêts consentis		
Non en souffrance	757 565	793 617
Nombre de jours de retard		
1 à 90	2 396	3 560
91 à 365	24 204	13 672
Plus de 365	64 347	48 682
Total partiel	848 512	859 531
Moins : Provision pour moins-value	(207 820)	(195 745)
Total	640 692	663 786

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Autre matériel	5 ans
Véhicules automobiles	6 ans
Améliorations locatives	durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Actifs en construction	lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
Catégorie d'immobilisations	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2025	2024
Matériel informatique	1 038	0	0	0	1 038	1 038	0	0	0	1 038	0	0
Logiciels informatiques	4 341	0	0	0	4 341	2 869	570	0	0	3 439	902	1 472
Autre matériel	45	0	0	0	45	41	1	0	0	42	3	4
Véhicules automobiles	454	61	0	(68)	447	296	27	0	(57)	266	181	158
Améliorations locatives	204	0	0	0	204	192	4	0	0	196	8	12
Actifs en construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6 082	61	0	(68)	6 075	4436	602	0	(57)	4 981	1094	1 646

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

Par leur nature, les activités de DEC donnent lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels DEC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2026	2027	2028	2029	2030 et exercices ultérieurs	Total
	(en milliers de dollars)					
Paiements de transfert	246 874	112 614	56 062	46 964	36 646	499 160
Fonctionnement et entretien	3 228	306	259	96	96	3 985
Total	250 102	112 920	56 321	47 060	36 742	503 145

10. Actifs éventuels

Dans le cadre du Programme de développement économique du Québec (PDEQ), les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2025 se chiffrent à 12 009 milliers de dollars (13 207 milliers de dollars en 2024). Le remboursement dépend de la rentabilité des projets, et la période de remboursement maximale est de 20 ans. Le paiement final est dû, au plus tard, en 2042.

Les récupérations estimatives pour nos actifs éventuels sont évaluées à 9 607 milliers de dollars (10 566 milliers de dollars en 2024).

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, DEC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

DEC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales normales.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux, services juridiques et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 766	3 791
Installations	3 055	2 949
Services juridiques	298	325
Total	7 119	7 065

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

b) Autres transactions entre apparentés avec autres ministères et organismes

	2025	2024
	(en milliers de dollars)	
Charges	1 842	2 298

Les charges inscrites à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de DEC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Développer l'économie du Québec	Services internes	2025 Total	2024 Total
	(en milliers de dollars)			
Paielements de transfert				
Paielements non remboursables				
Organismes à but non lucratif	133 573	0	133 573	256 125
Autres paliers gouvernementaux	5 171	0	5 171	37 469
Industrie	16 379	0	16 379	23 663
Paielements à remboursement conditionnel				
Industrie	1 952	0	1 952	(4 234)
Autres	12 076	0	12 076	25 627
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(17 865)	0	(17 865)	(27 362)
Total des paielements de transfert	151 286	0	151 286	311 288
Charges de fonctionnement				
Salaires et avantages sociaux	4 354	48 682	53 036	51 470
Services professionnels et spécialisés	230	2 120	2 350	5 144
Locations	224	3 426	3 650	3 538
Transports et communications	0	689	689	872
Achats de matériel et mobilier	0	374	374	717
Amortissement des immobilisations corporelles	0	602	602	623
Information	0	372	372	398
Fournitures et approvisionnement	0	90	90	95
Réparations et entretien	0	159	159	216
Autres	0	915	915	1061
Total des charges de fonctionnement	4 808	57 429	62 237	64 134
Total des charges	156 094	57 429	213 523	375 422
Revenus				
Revenus d'intérêts	1 273	0	1 273	216
Revenus divers	4	4	8	8
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 277)	(4)	(1 281)	(224)
Total des revenus	0	0	0	0
Coût net des activités poursuivies	156 094	57 429	213 523	375 422